PS

l'hebdo des socialistes

N°812

DU 27 FÉVRIER AU 4 MARS 2016

PARTI SOCIALISTE.FR
@PARTISOCIALISTE

1,5 €

Œuvrer pour un candidat unique **à gauche**

« Si cette primaire sans préalable et sans préjugé permet de sélectionner le meilleur candidat de la gauche, c'est une bonne idée et il faut l'organiser », a affirmé le Premier secrétaire dans un entretien au JDD. *« Elle doit avoir lieu à l'hiver prochain, en décembre ou janvier »*. Le Parti socialiste consacrera un conseil national le 9 avril à la question de la primaire. Pour Jean-Christophe Cambadélis *« le candidat le plus crédible par temps de crise est le Président de la République »*. Et il a ajouté qu' *« en 2017, il ne s'agira pas de témoigner mais de gagner. C'est clair depuis les régionales : les Français ne veulent pas de la solution Marine Le Pen, mais l'émiettement de la droite et la fragmentation de la gauche peuvent lui permettre de gagner la présidentielle. »*

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

47 000 ***Pour la première fois depuis la crise de 2011, les entreprises créent à nouveau de l'emploi en France, avec 47 000 emplois en 2015. « C'est encore insuffisant », souligne le Premier ministre, pour qui la responsabilité des pouvoirs publics « avec les acteurs économiques est de tout mettre en oeuvre pour combattre le chômage de masse, redonner foi en l'avenir ».***

UNE DROITE À LA DÉRIVE

Alain Bergounioux, directeur des études politiques auprès du Premier secrétaire, a présenté son rapport « *Situation des droites* » lors du bureau national du 15 février. « *Pour comprendre la droite d'aujourd'hui, il faut voir la droite d'hier* » , a-t-il souligné, expliquant que « *les problèmes se sont mis en place dans les années 80, quand la tripartition a commencé* » avec la montée du FN (14% à l'élection présidentielle de 1988).

LA DROITE A PERDU LE RÉFÉRENTIEL GAULLISTE. ELLE SE DIVISE SUR LA STRATÉGIE À ADOPTER AVEC LE FRONT NATIONAL DEPUIS LES ANNÉES 1980

« *C'est dans ces années que s'est perdu le référentiel gaulliste.* » La question de l'éventuelle alliance avec le FN s'est posée dès les élections régionales en 1986, où des accords avec le RPR-UDF a permis l'élection de présidents de droite. Cette question divise toujours autant la droite aujourd'hui.

Depuis l'adoption par toute la droite d'une « *perspective libérale pour toutes les questions économiques et sociales* », dans les années 90, ce qui caractérise la vie quotidienne à droite, « *c'est la concurrence, les transactions et les variations sur une gamme programmatique à peu près communes* ».

Selon le rapport, Nicolas Sarkozy a sous-estimé le rejet dont il faisait l'objet, même parmi les sympathisants de droite, quand il a repris la tête de l'UMP. Résultat, ses concurrents, et en premier lieu Alain Juppé, raflent la mise. Il a en outre « *commis une faute politique* » lors des dernières élections régionales, en poursuivant sa ligne du « *ni-ni* » : malgré des « *porosités réelles sur les thèmes de l'immigration, et de la sécurité, de l'hostilité à l'islam* », « *le Front national était plus qu'un adversaire et pouvait être un ennemi* ». Nicolas Sarkozy a « *méprisé les choix de Xavier Bertrand et de Christian Estrosi* », ce qui a été mal perçu par une partie de l'électorat de « *Les Républicains* ».

Désormais, et le conseil national du parti de droite l'a montré, « *deux visions stratégiques principales s'opposent* ». D'un côté celle de Nicolas Sakozy, « *qui fait le pari de la droitisation accentuée de l'électorat amenant à tutoyer le Front national* », de l'autre celle d'Alain Juppé, « *qui conduit à occuper une position centrale* ». Ce qui explique les atermoiements du centre.

Pour Alain Bergounioux, « *ces éléments d'analyse montrent qu'une victoire de Les Républicains n'est pas assurée* ». Il n'est d'ailleurs par évident que « *le vainqueur de la primaire, quel qu'il soit, ne doive pas affronter un autre candidat. Toutefois, si leur influence électorale baisse, ils gardent l'avantage de « bénéficier de voix de gauche face au FN sans que la réciproque ne soit vraie* ».

Les socialistes ont dont un rôle à jouer, ils doivent « *sortir de leurs seuls débats internes pour occuper le terrain de l'intérêt général* », « *mener une critique d'ensemble des propositions économiques et sociales communes à tous les candidats de la primaire à droite* ». Les socialistes sont « *face à un problème stratégique et à une question programmatique* ».

NICOLAS SARKOZY A PRÉSENTÉ UNE FEUILLE DE ROUTE TRÈS À DROITE LORS DU DERNIER CONSEIL NATIONAL. REJET DES 35 HEURES, DE L'ÉGALITARISME...

Au conseil national, Nicolas Sarkozy a présenté un texte sur les orientations politiques de sa formation. Sans surprise, c'est « *une feuille de route très à droite* » qui reprend tous ses fondamentaux: rejet de « *l'égalitarisme* », opposé à une République « *une et indivisible* », rejet des 35h et de toute forme de partage du travail, abandon du principe de précaution, baisse drastique des dépenses publiques, retour des peines plancher... Nicolas Sarkozy prône à nouveau la notion de frontières, et affirme que « *les racines chrétiennes de la France ne sont pas un obstacle à l'assimilation* ». Stratégiquement, le désaveu du FN ne porte plus que sur les enjeux européens économiques et monétaires.

BRÈVE DE LA SEMAINE

Le Premier secrétaire a reçu Luc Bérille, secrétaire général de l'Unsa dans le cadre des consultations des responsables de centrales syndicales. Ils ont discuté de l'avant-projet de loi « visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs», qui sera prochainement discuté en Conseil des ministres. Myriam El Khomri doit venir présenter le projet de loi devant le bureau national.

LA GAUCHE FACE AU RETOUR DE FLAMME DES RELIGIONS

Jean Birnbaum, directeur du Monde des Livres, auteur d'*« Un silence religieux, la gauche face au djihadisme »*, était l'invité des entretiens de Solférino, jeudi 18 février. *« Nous assistons à l'affaissement des grandes idéologies émancipatrices du XIX^e^ siècle,* remarque Henri Weber, *mais le besoin de sens, de croire, n'a pas disparu pour autant. »* Cet état de fait favorisé le retour des religions révélées.

« Comment comprendre notre incapacité en général à prendre le religieux au sérieux ? s'interroge Jean Birnbaum. Pourquoi, quand des hommes sèment la terreur en plein Paris, le premier réflexe est de dire que tout ça n'a rien à voir avec la religion, avec l'islam ? » Ce *« rien-à-voirisme »* part d'une intention louable, celle d'éviter l'amalgame entre l'islam et la violence djihadiste. Mais *« il dit quelque chose de beaucoup plus profond de notre oubli du religieux dans nos sociétés »*. Jean Birnbaum s'intéresse ainsi à *« la spiritualité politique »*, selon les termes de Michel Foucault, où, ce en quoi la religion interfère dans la politique.

Ce qui rapproche ces djihadistes est *« une communauté de croyance »*, selon Jean Birnbaum : ils ne sont pas tous des déshérités, ni, a contrario tous des immigrés, des réfugiés. *« La seule chose qui fait que des gens de toute culture, de tous milieux sociaux peuvent se retrouver dans ces actions, c'est un rapport à des textes, à une croyance, à une attente messianique »*, explique-t-il.

L'auteur relève une incapacité totale de la société à prendre en compte ce phénomène, *« c'est-à-dire à ne pas toujours rabattre le religieux sur autre chose »* : Après les attentats, on a parlé de la crise économique, des jeux vidéos, des réseaux sociaux… en évacuant la religion comme facteur propre.

QUÊTE D'ESPOIR

La gauche dans cette *« sécheresse symbolique »* à l'égard du religieux *« a joué un rôle d'avant-garde »* estime Jean Birnbaum. Elle s'est construite politiquement dans un fantasme de l'éradication du religieux, particulièrement en France. Jean Birnbaum, prend l'exemple de la guerre d'Algérie, dans laquelle les activistes de gauche ont complètement occulté les revendications religieuses dans leur soutien au FLN.

Ce long refoulement, cette idée que la religion est une chimère qui a vocation à disparaître est liée à une mauvaise interprétation de Marx, qui prenait la religion très au sérieux et qui n'a pas mésestimé cette notion de l'autonomie relative du religieux : la croyance peut déterminer l'existence.

Jean Birnbaum pose dès lors la question de l'espérance : *« aujourd'hui la cause djihadiste est la seule pour laquelle de jeunes Européens sont prêts à aller mourir à l'autre bout du monde. C'est aussi la seule mobilisation sans frontière qui défie le capitalisme mondialisé »*, constate-t-il.
Ce qui pour lui devrait interroger davantage la gauche. *« Elle doit poser la question de l'espoir, la question d'un au-delà. Dans le discours djihadiste, il y a une quête de justice, de fraternité, un anticapitalisme fort, une dénonciation des hypocrisies de la démocratie. Et on ne peut pas comprendre le départ des jeunes du jour au lendemain, sans entendre cela »*, explique-t-il.

« Dans les années 30, on partait pour sauver ses « frères » *ouvriers, aujourd'hui, ils partent pour sauver leurs* « frères » *musulmans, même s'ils ne sont pas du tout musulmans à l'origine. »*

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS EN EURE-ET-LOIR

Jean-Christophe Cambadélis a entamé un tour de France au cours duquel il va à la rencontre des acteurs associatifs, dirigeants de PME, des artisans etc. Il fait ce tour de France pour expliquer ce que fait et va faire le Parti socialiste.
Jeudi 18 février, Jean-Christophe Cambadélis s'est rendu en fin d'après-midi à Châteaudun, à l'invitation du conseiller régional et municipal, Fabien Verdier qui souhaitait par cette visite *« valoriser Châteaudun et le sud eurélien auprès des responsables nationaux »*.
À la sortie du TER, le Premier secrétaire du Parti socialiste a été reçu par Fabien Verdier, Serge Fauve, maire de Marboué et des militants du Dunois.
Lors de ce déplacement, Jean-Christophe Cambadélis est allé à la rencontre d'entreprises locales et les enjeux de la ligne TER Paris – Châteaudun lui ont été présentés. La journée s'est terminée par un échange avec des militants à la salle Saint-André en présence du Premier fédéral Stéphane Cordier. Le Premier secrétaire leur a notamment déclaré : *« Le Parti socialiste doit être facteur de rassemblement »*.

INTERVIEW DE PERVENCHE BERÈS

Présidente de la délégation socialiste au Parlement européen

“LA FRANCE DOIT DIRE CE QU’ELLE VEUT POUR L’EUROPE”

Le salon de l’agriculture s’ouvre sur fond de crise. Quels leviers peut-on utiliser au niveau européen pour aider les agriculteurs ?

Il est nécessaire de différencier les crises. Pour le lait, la question est celle de la régulation du marché, avec la suppression en 2009 de quotas qui existaient depuis 1984 –nous avions voté contre à l’époque. Il paraît nécessaire de revenir à une régulation par les volumes et les prix.

Pour le porc, il y a une stratégie très industrielle conduite par l’idée qu’il faut produire pour l’exportation, donc avec un rendement maximal. C’est lié à l’échelle européenne à la volonté de spécialisation par zone : certaines dédiées à l’élevage porcin, d’autres aux ovins ou aux céréales. Quand il y a une crise sur l’un des secteurs, la zone est touchée de manière excessive.

Cette « *polycrise* » de l’agriculture nous oblige à repenser les objectifs de la PAC : Doit-on produire un maximum à l’exportation, ou contribuer à l’équilibre entre les territoires, aux emplois, à la sécurité alimentaire des Européens ? Nous souhaitons miser sur une agriculture durable et de qualité. Plutôt que le zonage, il faut favoriser la diversification et la relocalisation des productions ainsi que la régulation des marchés. Il faut également remettre en cause la subvention à l’hectare qui privilégie la concentration des exploitations, constitue un handicap à l’installation des jeunes agriculteurs et complique la transmission. Souvent ce sont les seules entreprises capitalistiques, les fonds d’investissement chinois par exemple, qui peuvent racheter les grandes propriétés.

En 2016, la révision du cadre financier pluriannuel doit nous permettre de faire passer ces principaux messages, avant la bataille de fond sur la réforme de la PAC en 2017. Nous avons besoin de cette réflexion cadre, mais elle prend du temps et la situation est urgente ; la réforme de la PAC doit redonner de l’espoir et des perspectives aux générations futures.

En quoi la négociation du traité transatlantique peut-elle influer sur l’agriculture européenne ?

Avec les Etats Unis nous avons une différence culturelle de fond ! A nos indications géographiques protégées s’opposent leur marque. Les demandes américaines ont un impact sur la culture OGM, le développement du bio, l’autorisation de pesticides… À l’angle purement agricole s’ajoute le volet environnemental et celui de la qualité des produits. C’est pour cette raison que lorsque nous avons adopté le mandat de négociation, nous avons défini des lignes rouges à ne pas dépasser. Au-delà de la question agricole, elles concernaient pour ne citer qu’exemple la protection des données personnelles.
La France pousse en outre à ce que cet accord soit mixte, c’est-à-dire qu’en plus d’être autorisé par le Parlement européen, il le soit par les parlements de chaque État-membre.

Ce traité ne risque-t-il pas de diminuer les pouvoirs du législateur ?

Deux questions sont importantes : les tribunaux arbitraux et la coopération réglementaire. Si cette coopération réglementaire est mise en œuvre, cela va nécessiter avant le vote d’une loi, d’avoir l’accord de son partenaire commercial, afin de ne pas modifier l’équilibre des règles entre les États-Unis et l’UE.

Quant aux tribunaux arbitraux, il faut rappeler qu’ils avaient été créés dans le cadre d’accord avec des pays ayant un système judiciaire défaillant afin de rassurer les investisseurs venant de pays avec une justice développée. Entre deux espaces démocratiques ils n’ont pas lieu d’être. On peut envisager une cour spéciale, mais pas une justice privée. La Commission a élaboré de nouvelles propositions, mais elles ne vont pas encore assez loin.

Comment redonner confiance en l’Union européenne ?

De nombreuses crises touchent l’Europe en même temps : l’afflux de réfugiés, l’urgence de renforcer la zone euro, le risque de Brexit, le dumping fiscal et social… Face à toutes ces crises, on a l’impression que l’Europe est coupable. Or, la France doit dire ce qu’elle veut pour l’Europe. Si nous en disons rien, nous serons les fossoyeurs de l’UE. Cela ne suffit pas d’expliquer que tous les maux sont de la faute de Juncker. La France doit prendre l’initiative sur les projets européens, c’est le meilleur moyen de réconcilier les Français avec l’Europe, plutôt que de leur proposer uniquement le libre-échange. Il faut commencer par renforcer la zone euro pour favoriser l’investissement et qu’elle ne soit plus uniquement au service de règles fétichistes qui ont abouti aux politiques d’austérité.

10, rue de Solférino, 75333 Paris - Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 77 52 • hebdo@parti-socialiste.fr • **DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** • Razzy Hammadi • **RÉDACTRICE EN CHEF** • Sarah Nafti • **PHOTOGRAPHE** • Mathieu Delmestre • **MAQUETTE** • Florent Chagnon • **FLASHAGE ET IMPRESSION** PGE (94) Saint-Mandé • **N° DE COMMISSION PARITAIRE** : 1118P11223 • **ISSN** 127786772 • “L’hebdo des socialistes” est édité par Solfé Communications, tiré à 29 000 exemplaires